



REVUE DE PRESSE

**CAMPAGNE ÉLECTORALE
PROVINCIALE 2008**

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2008

Un mandat «léger», mais habile

Simon Boivin

sboivin@lesoleil.com

Depuis mars 2007, le gouvernement Charest a su naviguer en eaux minoritaires et calmer plusieurs des incendies qu'il avait lui-même allumés au cours de son premier mandat.

Les syndiqués ont usé leurs semelles devant l'Assemblée nationale plus souvent qu'à leur tour lorsque Jean Charest a accédé au poste de premier ministre. Mais les pelouses de la colline parlementaire ont respiré plus à l'aise au cours de la dernière année et demie.

«Je considère qu'ils ont été particulièrement habiles, souligne la présidente de la CSN, Claudette Carboneau. Il faut reconnaître ça. Ils mesureraient assez bien le terrain, ils ouvraient le débat avec l'opposition, ils n'étaient pas provocateurs.»

L'OREILLE TENDUE

La chef syndicaliste a eu maille à partir avec le gouvernement Charest lors du premier mandat. Aujourd'hui, elle peste encore contre la baisse d'impôt d'un milliard de dollars ou le peu de progrès dans le secteur de la santé. Mais elle reconnaît au gouvernement libéral d'avoir appris à tendre l'oreille.

«C'est un mandat vraiment très court, avec deux étés à l'intérieur, note-t-elle. C'est un bilan *light* et un gouvernement dont le style tranche tellement avec l'arrogance d'avant qu'il devient populaire en ne faisant presque rien»

Les patrons, de leur côté, sont

heureux du contrôle des dépenses dans les ministères, de la baisse d'impôt et de l'élimination d'ici 2011 de la taxe sur le capital pour les entreprises. Au Conseil du patronat, le président, Michel Kelly-Gagnon, salue aussi le travail fait pour augmenter la main-d'œuvre qualifiée, dont la hausse des niveaux d'immigration, la Loi sur la retraite progressive, le pacte sur l'emploi et l'entente sur la reconnaissance des compétences.

«Voilà quand même un gouvernement qui a pris des mesures importantes en peu de temps, dit M. Kelly-Gagnon. C'est non négligeable.»

Un certain nombre de dossiers ont placé le gouvernement Charest dans l'embarras, dont les dépassements de coûts pour l'îlot Voyageur de l'UQAM, l'incapacité à aller de l'avant avec le CHUM, la crise du fromage, l'état du français à Montréal. Les partis d'opposition se sont souvent indignés des nombreux rapports commandés auxquels le gouvernement n'a pas donné les suites attendues.

«Non seulement ç'a été court, c'est eux qui y mettent fin, soutient le leader parlementaire adéquat, Sébastien Proulx.

On n'a jamais utilisé plus de 80 % du temps de l'Assemblée nationale et une trentaine de projets qui auraient pu évoluer meurent au feuillet. Le premier ministre a mis ses intérêts partisans loin devant ceux du Québec.»

LES RÉALISATIONS

Le dégel des droits de scolarité, le bulletin chiffré, la loi Anastasia et le renforcement du Code sur la sécurité routière sont au nombre des réalisations du gouvernement au cours du dernier mandat.

L'ouverture au privé pour certaines chirurgies, dans la foulée de l'arrêt Chaoulli, fait craindre le pire au péquiste Bernard Drainville. «Ils n'ont pas été capables de livrer les grands projets comme le CHUM ou l'Hôtel-Dieu de Québec, ils n'ont pas réglé l'attente et ils ont ouvert la porte à un système de santé parallèle qui profitera seulement aux 10 % des gens qui ont les moyens», décrie le député de Marie-Victorin.

Le CPQ est partagé

MONTREAL (PC) — Le Conseil du patronat du Québec se dit rassuré par le fait que les travaux se poursuivent malgré les élections. Son président, Michel Kelly-Gagnon, avait craint une paralysie engendrée par le déclenchement d'élections. « Il y a certains dossiers qui sont assez urgents. Je m'étais dit que si pendant 30 ou 35 jours tout est gelé, ça risque d'être nuisible, mais jusqu'à présent, ça ne semble pas être le cas. » Malgré tout, il note que le milieu des affaires semble très partagé face au scrutin : environ la moitié des membres qu'il a consultés de façon informelle auraient préféré que le gouvernement se concentre sur la gestion de la crise plutôt que de déclencher des élections, alors que l'autre moitié estime qu'il est préférable d'avoir un gouvernement majoritaire pour gérer la crise.

les affaires.com

Le CPQ commente les engagements des partis

PRESSE CANADIENNE, 23 novembre 2008

À deux jours du débat des chefs, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a choisi de faire le bilan des meilleurs engagements pris jusqu'à présent par les grands partis politique depuis le début de la campagne électorale.

Dans un communiqué émis dimanche, le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon, dit espérer que la partisanerie sera laissée de côté au lendemain du scrutin du 8 décembre et que les meilleures idées seront mises en oeuvre.

Le CPQ soutient que toute baisse d'impôt constitue un pas dans la bonne direction. Il salue donc l'engagement des libéraux de diminuer de 136 millions \$ les impôts des contribuables dès l'an prochain, ce qui renforcerait le pouvoir d'achat des Québécois.

Le CPQ voit également d'un bon œil la proposition de l'Action démocratique de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé de santé.

Le Conseil du patronat apprécie également la position du Parti québécois en matière de fiscalité des entreprises, notamment la proposition d'accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital en l'abolissant complètement dès 2009.

Michel Kelly-Gagnon estime que peu importe la formation politique qui formera le prochain gouvernement, ces trois idées devraient être mises en place rapidement.

Il croit cependant que la promesse libérale d'augmenter le salaire minimum d'un dollar d'ici mai 2010 présente des risques, tout comme la proposition de l'ADQ concernant le rapatriement du programme de l'assurance-emploi.

© 2007 LesAffaires.com

Le CPQ soutient la baisse d'impôt

LA PRESSE CANADIENNE

À deux jours du débat des chefs, le Conseil du patronat du Québec a choisi de faire le bilan des meilleurs engagements pris jusqu'à présent par les grands partis politique depuis le début de la campagne électorale.

Dans un communiqué émis hier, le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon, dit espérer que la partisanerie sera laissée de côté au lendemain du scrutin du 8 décembre et que les meilleures idées seront mises en œuvre.

Le CPQ soutient que toute baisse d'impôt constitue un pas dans la bonne direction. Il salue donc l'engagement des libéraux de diminuer de 136 millions les

impôts des contribuables dès l'an prochain, ce qui renforcerait le pouvoir d'achat des Québécois.

Le CPQ voit également d'un bon œil la proposition de l'Action démocratique de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé de santé.

Le Conseil du patronat apprécie également la position du Parti québécois en matière de fiscalité des entreprises, notamment la proposition d'accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital en l'abolissant complètement dès 2009.

Michel Kelly-Gagnon estime que peu importe la formation politique qui formera le prochain gouvernement, ces trois idées devraient être mises en place rapidement.

Le CPQ évalue les promesses

À deux jours du débat des chefs, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a choisi de faire le bilan des meilleurs engagements pris jusqu'à présent par les grands partis politiques depuis le début de la campagne électorale. Le CPQ salue l'engagement des libéraux de diminuer de 136 millions les impôts des contribuables dès l'an prochain, la proposition de l'ADQ de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé de santé, et la position du PQ en matière de fiscalité des entreprises. - *La Presse canadienne*

Le CDP a les partis à l'oeil

MONTREAL (PC) — A deux jours du débat des chefs, le Conseil du patronat du Québec a choisi de faire le bilan des meilleurs engagements pris jusqu'à présent par les grands partis politique depuis le début de la campagne électorale. Dans un communiqué émis hier, le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon, dit espérer qu'au lendemain du 8 décembre, les meilleures idées seront mises en oeuvre. Le CPQ soutient que toute baisse d'impôt constitue un pas dans la bonne direction. Il salue donc l'engagement des libéraux de diminuer de 136 millions \$ les impôts des contribuables dès l'an prochain, ce qui renforcerait le pouvoir d'achat des Québécois. Le CPQ voit également d'un bon oeil la proposition de l'Action démocratique de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé de santé. Le CDP apprécie également la position du Parti québécois en matière de fiscalité des entreprises, notamment la proposition d'accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur

le capital en l'abolissant complètement dès 2009. Le CDP croit cependant que la promesse libérale d'augmenter le salaire minimum d'un dollar d'ici mai 2010 présente des risques, tout comme la proposition de l'ADQ concernant le rapatriement du programme de l'assurance-emploi.

Top des promesses

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a fait le bilan des meilleurs engagements pris par les grands partis politiques québécois. Le CPQ salue l'engagement des libéraux de diminuer de 136 G\$ les impôts des contribuables. Il voit d'un bon œil la proposition de l'ADQ de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé de santé. Il apprécie aussi la position du Parti québécois en matière de fiscalité des entreprises. PC

Bilan du Conseil du patronat

Trois promesses doivent être tenues

PRESSE CANADIENNE

MONTREAL - A deux jours du débat des chefs, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a choisi de faire le bilan des meilleurs engagements pris jusqu'à présent par les grands partis politiques.

Le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon, dit espérer que la partisanerie sera laissée de côté au lendemain du scrutin du 8 décembre et que les meilleures idées seront mises en oeuvre.

Le CPQ salue l'engagement des libéraux de diminuer de 136 millions \$ les impôts des contribuables dès l'an prochain, ce qui renforcerait le pouvoir d'achat des Québécois.

Le CPQ voit également d'un bon oeil la proposition de l'Action démocratique de permettre aux médecins de pratiquer à la fois dans les secteurs public et privé.

Le Conseil du patronat apprécie également la position du Parti

québécois en matière de fiscalité des entreprises, notamment la proposition d'accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital.

M. Kelly-Gagnon estime que peu importe la formation politique qui formera le prochain gouvernement, ces trois idées

devraient être mises en place rapidement. Il croit cependant que la promesse libérale d'augmenter le salaire minimum d'un dollar d'ici mai 2010 présente des risques, tout comme la proposition de l'ADQ concernant le rapatriement du programme de l'assurance-emploi. □

Le Conseil du patronat souhaite que Québec fasse de l'économie sa priorité

La Presse Canadienne

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) dit «offrir au gouvernement sa pleine collaboration pour la gestion des enjeux économiques à long terme et ceux, plus pressants, qui frappent les entreprises et les travailleurs».

Souhaitant qu'un gouvernement majoritaire libéral fasse de l'économie sa priorité, le CPQ se dit prêt à collaborer très rapidement afin de permettre aux entreprises des secteurs touchés par la crise économique de profiter du ralentissement pour bonifier la formation de leurs travailleurs.

Le CPQ invite par ailleurs le gouvernement à profiter de son premier budget pour accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital en l'abolissant complètement dès 2009. Le CPQ convie également le gouvernement à une réflexion sérieuse sur les taxes sur la masse salariale, «qui continuent d'augmenter alors qu'elles sont déjà au moins 20 pour cent plus élevées que chez nos voisins ontariens».

Le CPQ souhaite enfin que Québec mette sur la table une vision à plus long terme du développement du Québec, citant en exemple le Plan Nord ? la stratégie de mise en valeur des régions septentrionales du Québec annoncée en septembre dernier par le premier ministre Charest ? auquel il donne son plein appui.

LA PRESSE CANADIENNE

Le Conseil du patronat souhaite que Québec fasse de l'économie sa priorité

lundi 8 déc, 21 h 43

La Presse Canadienne

MONTREAL - Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) dit "offrir au gouvernement sa pleine collaboration pour la gestion des enjeux économiques à long terme et ceux, plus pressants, qui frappent les entreprises et les travailleurs".

Souhaitant qu'un gouvernement majoritaire libéral fasse de l'économie sa priorité, le CPQ se dit prêt à collaborer très rapidement afin de permettre aux entreprises des secteurs touchés par la crise économique de profiter du ralentissement pour bonifier la formation de leurs travailleurs.

Le CPQ invite par ailleurs le gouvernement à profiter de son premier budget pour accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital en l'abolissant complètement dès 2009. Le CPQ convie également le gouvernement à une réflexion sérieuse sur les taxes sur la masse salariale, "qui continuent d'augmenter alors qu'elles sont déjà au moins 20 pour cent plus élevées que chez nos voisins ontariens".

Le CPQ souhaite enfin que Québec mette sur la table une vision à plus long terme du développement du Québec, citant en exemple le Plan Nord - la stratégie de mise en valeur des régions septentrionales du Québec annoncée en septembre dernier par le premier ministre Charest - auquel il donne son plein appui.

Copyright © 2008 La Presse Canadienne

FTQ ET CONSEIL DU PATRONAT

Intervention de l'État et priorités économiques

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) demande au gouvernement majoritaire de Jean Charest de respecter le « modèle québécois » et d'intervenir davantage pour soutenir l'économie.

La Presse Canadienne

Dans un communiqué transmis en milieu de soirée, hier, le président de la FTQ, Michel Arsenault, a dit souhaiter que le nouveau gouvernement ne revienne pas à ses travers du premier mandat majoritaire de 2003, mais restera dans la continuité du dernier mandat minoritaire. « Nous ne pouvons que respecter un dirigeant de gouvernement qui apprend réellement de ses erreurs pour aller de l'avant », a déclaré M. Arsenault.

Quant au Conseil du patronat du Québec (CPQ), il dit « offrir au gouvernement sa

pleine collaboration pour la gestion des enjeux économiques à long terme et ceux, plus pressants, qui frappent les entreprises et les travailleurs ».

Souhaitant qu'un gouvernement majoritaire libéral fasse de l'économie sa priorité, le CPQ se dit prêt à collaborer très rapidement afin de permettre aux entreprises des secteurs touchés par la crise économique de profiter du ralentissement pour bonifier la formation de leurs travailleurs.

CPQ

Main tendue

PC | Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) dit «offrir au gouvernement sa pleine collaboration pour la gestion des enjeux économiques à long terme et ceux, plus pressants, qui frappent les entreprises et les travailleurs».

Le CPQ souhaite que le gouvernement majoritaire libéral fasse de l'économie sa priorité.

Défis du nouveau gouvernement: oui à des interventions ciblées

La majorité des employeurs applaudissent à l'élection d'un gouvernement majoritaire qui pourra se consacrer entièrement aux défis pressants auxquels le Québec et sa population sont confrontés. Parmi ces défis, personne ne se surprendra de voir l'économie se classer en tête de liste.

Mais quoi faire? En effet, la question n'est pas de savoir si le gouvernement doit intervenir ou non, mais plutôt comment.

Non au « bar ouvert »

Une chose est certaine, le gouvernement du Québec devra garder la tête froide et éviter de s'éparpiller dans toutes les directions.

Plusieurs groupes voudront profiter du ralentissement pour faire de l'État un « bar ouvert » où tout ce qui est au menu sera étiqueté comme étant susceptible de « relancer l'économie ». Le premier ministre

Jean Charest et son équipe devront faire des choix et demeurer prudents.

Autant à Québec qu'à Ottawa, les gouvernements devraient maintenir un contrôle particulièrement serré de la croissance de leurs dépenses courantes.

Il ne s'agit donc pas de réduire ces dépenses, mais simplement d'en contrôler l'augmentation de manière responsable en se fixant des priorités et en les respectant.

Oui aux interventions ciblées

Certains enjeux exigent une attention immédiate.

Par exemple, certains régimes de retraite ont été durement touchés par la crise finan-

cière, et des gestes doivent être faits pour que ce problème ne vienne pas nuire indûment aux entreprises qui doivent présentement combattre sur plusieurs fronts.

À cet égard, les syndicats et le patronat s'entendent sur des solutions qui tiennent compte des intérêts des travailleurs, des retraités et des employeurs.

Le ministre responsable, Sam Hamad, a fait preuve de

leadership dans ce dossier, et il est important que tout cela se concrétise sous peu avec une annonce officielle.

Toujours à court terme, et bien que le gouvernement Charest ait déjà beaucoup fait à cet égard dans son plus récent mandat, le moment serait idéal pour accélérer les investissements en infrastructures (routes, ponts, aqueducs et ouvrages semblables).

Ce type d'investissement contribue à soutenir l'emploi et, surtout, jette les bases d'une économie dynamique pour l'avenir.

Afin de permettre aux entreprises de traverser la crise plus facilement, le gouvernement devrait prioritairement alléger la portion du fardeau fiscal que les entreprises assument même quand elles réalisent moins ou pas de profits, comme c'est le cas actuellement pour plusieurs.

On parle ici d'éliminer complètement la taxe sur le capital et de s'assurer que les taxes sur la masse salariale cessent d'augmenter.

À plus long terme

Concentrer toute son action sur le court terme est par ailleurs un piège que le gouvernement devrait éviter.

Au-delà de la conjoncture actuelle, il faudra mettre sur la table une vision ambitieuse et à plus long terme du développement du Québec.

Le vaste projet de développement hydroélectrique La Romaine, par exemple, doit aller de l'avant. Combien de sociétés dans le monde laisseraient inexploité un potentiel aussi considérable d'enrichissement?

Le gouvernement devrait aussi étoffer et mettre en application le Plan Nord qu'il a dévoilé avant la campagne électorale.

Bref, ce n'est pas le travail qui manque pour le nouveau gouvernement!

Michel Kelly-Gagnon,
président du Conseil du
patronat du Québec
(www.cpq.qc.ca)

La question n'est pas de savoir si le gouvernement doit intervenir ou non, mais plutôt comment

Priorité absolue à l'économie

Sans surprise, le Conseil du patronat du Québec a réagi positivement à la réélection d'un gouvernement libéral *«majoritaire»*, disant souhaiter que celui-ci *«fera de l'économie la priorité absolue de ce troisième mandat»*. Le lobby patronal croit d'ailleurs que pour permettre aux entreprises de traverser la crise plus facilement, le gouvernement devrait se pencher sur les éléments du fardeau fiscal que les entreprises *«doivent assumer même quand elles réalisent moins ou pas de profits»*. Le Conseil presse les libéraux de profiter de leur premier budget pour accélérer le calendrier d'élimination de la taxe sur le capital en l'abolissant complètement dès 2009. Il convie aussi le gouvernement à une *«réflexion sérieuse»* sur les taxes sur la masse salariale, qui continuent d'augmenter alors qu'elles sont déjà au moins 20 % plus élevées que chez nos voisins ontariens. – *Le Devoir*

Syndicats et patrons y trouvent leur profit

Les milieux patronaux et syndicaux accueillent favorablement le nouveau cabinet Charest, bien qu'ils aient certaines réserves.

Ainsi, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente 24 000 PME au Québec, souligne le calibre de l'équipe mais avertit qu'un conseil des ministres de cette taille devra éviter l'éparpillement et les contradictions dans les décisions étatiques.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui regroupe la grande entreprise, qualifie de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y trouve.

Dans la même veine, la CSN salue également la continuité, disant espérer que celle-ci permettra d'améliorer les relations du gouvernement avec les organisations syndicales.

La CSQ applaudit également la continuité au ministère de l'Éducation, avec le retour de Michelle Courches-

ne. La centrale se montre cependant sur ses gardes face au ministre de la Santé, Yves Bolduc, et à la nouvelle présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, rappelant les difficultés des dernières négociations.

Dans le milieu municipal, tant la Fédération des municipalités du Québec (FMQ) que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) accueillent avec enthousiasme le fait que le titre de Nathalie Normandeau, qui a été reconduite comme ministre des Affaires municipales, comprend aussi une fonction touchant l'occupation du territoire.

Les deux organismes réclament depuis longtemps une politique de l'occupation du territoire dont les objectifs viseraient une diversification des économies locales, des sources de revenus municipaux et des mesures pour contrer l'exode des jeunes.

La Presse canadienne

En général, des nominations bien accueillies

PC | Les milieux patronaux et syndicaux accueillent favorablement le nouveau cabinet Charest, quoiqu'avec certaines réserves.

Ainsi, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente 24 000 PME au Québec, souligne le calibre de l'équipe mais avertit qu'un conseil des ministres de cette taille devra éviter l'éparpillement et les contradictions dans les décisions étatiques.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui regroupe la grande entreprise, qualifie de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y retrouve.

Dans la même veine, la CSN salue également la continuité, disant espérer que celle-ci permettra d'améliorer les relations du gouvernement avec les organisations syndicales.

Sur ses gardes

La CSQ applaudit également la continuité au ministère de l'Éducation, avec le retour de Michelle Courchesne. La centrale se montre cependant sur ses gardes face au ministre de la Santé, Yves Bolduc, et à la nouvelle présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, rappelant les difficultés des dernières négociations.

Dans le milieu municipal, tant la Fédération des municipalités du Québec (FMQ) que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) accueillent avec enthousiasme le fait que le titre de Nathalie Normandeau, qui a été reconduite comme ministre des Affaires municipales, comprend aussi une fonction touchant

l'occupation du territoire.

Les deux organismes réclament depuis longtemps une politique de l'occupation du territoire dont les objectifs viseraient une diversification des économies locales, des sources de revenus municipaux et des mesures pour contrer l'exode des jeunes.



NATHALIE
NORMANDEAU

Grogne chez les Premières Nations

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), pour sa part, tourne complètement le dos au nouveau ministre responsable des Affaires autochtones, Pierre Corbeil, et entend tenir le premier ministre Charest lui-même responsable des relations avec les Premières Nations.

Le chef de l'Assemblée, Ghislain Picard, souligne d'une part que la relation de nation à nation ne peut être déléguée à un ministre junior mais, surtout, note qu'à titre de ministre des Ressources naturelles dans un précédent gouvernement Charest, M. Corbeil, a largement démontré son incapacité totale à comprendre et à traiter adéquatement les questions liées aux Premières Nations.

Le cabinet Charest bien accueilli, sauf par les Premières Nations

MONTRÉAL (PC) — Les milieux patronaux et syndicaux accueillent favorablement le nouveau cabinet Charest, quoiqu'avec certaines réserves.

Ainsi, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente 24 000 PME au Québec, souligne le calibre de l'équipe, mais avertit qu'un conseil des ministres de cette taille devra éviter l'éparpillement et les contradictions dans les décisions étatiques.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui regroupe la grande entreprise, qualifie de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y retrouve.

Dans la même veine, la CSN salue également la continuité, disant espérer que celle-ci permettra d'améliorer les relations du gouvernement avec les organisations syndicales.

La CSQ applaudit également la continuité au ministère de l'Éducation, avec le retour de Michelle Courchesne. La centrale se montre cependant sur ses gardes face au ministre de la Santé, Yves Bolduc, et à

la nouvelle présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, rappelant les difficultés des dernières négociations.

Dans le milieu municipal, tant la Fédération des municipalités du Québec (FMQ) que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) accueillent avec enthousiasme le fait que Nathalie Normandeau ait été reconduite comme ministre des Affaires municipales.

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), pour sa part, tourne complètement le dos au nouveau ministre responsable des Affaires autochtones, Pierre Corbeil, et entend tenir le premier ministre Charest lui-même responsable des relations avec les Premières Nations.

Le chef de l'Assemblée, Ghislain Picard, souligne, d'une part, que la relation de nation à nation ne peut être déléguée à un ministre junior, et d'autre part, note surtout qu'à titre de ministre des Ressources naturelles, M. Corbeil a largement montré son incapacité totale à comprendre et à traiter adéquatement les questions liées aux Premières Nations.

Bonnes... et moins bonnes réactions

RÉACTIONS. Les partis d'opposition s'entendaient sur le bien-fondé de la parité du nouveau cabinet des ministres de Jean Charest, hier. Mais quelques critiques n'ont pas manqué d'en écorcher certains.

Pauline Marois, entre autres, s'est dite déçue que Jacques Dupuis ait hérité du poste de leader parlementaire, en ajoutant que le sang neuf manquait dans l'équipe des responsables de l'économie.

Pour leur part, les milieux patronaux et syndicaux accueillent favorablement le

nouveau cabinet Charest, mais avec certaines réserves.

Le Conseil du patronat du Québec (CPO) ainsi que la CSN qualifient de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y retrouve.

La CSQ applaudit le retour de Michelle Courchesne à l'Éducation, mais est sceptique face au ministre de la Santé, Yves Bolduc.

L'Assemblée des Premières nations, pour sa part, tourne déjà le dos au nouveau ministre responsable des Affaires autochtones, Pierre Corbeil.

MÉTRO

Cabinet

Le Conseil du patronat du Québec, qualifié de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y retrouve. Dans la même veine, la CSN salue également la continuité, disant espérer que celle-ci permettra d'améliorer les relations du gouvernement avec les organisations syndicales. (Presse canadienne)

En dépit de quelques réserves

Les syndicats apprécient la continuité

MONTRÉAL – Les milieux patronaux et syndicaux accueillent favorablement le nouveau cabinet Charest, quoiqu'avec certaines réserves.

Ainsi, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente 24000 PME au Québec, souligne le calibre de l'équipe, mais avertit qu'un conseil des ministres de cette taille devra éviter l'éparpillement et les contradictions dans les décisions étatiques.

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui regroupe la grande entreprise, qualifie de positive la composition du conseil des ministres et dit apprécier la continuité qu'on y retrouve.

Dans la même veine, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) salue également la continuité, disant espérer que celle-ci

permettra d'améliorer les relations du gouvernement avec les organisations syndicales.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) applaudit aussi la continuité au ministère de l'Éducation.

Elle se montre cependant sur ses gardes face au ministre de la Santé, Yves Bolduc, et à la nouvelle présidente du conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay.

Dans le milieu municipal, tant la Fédération des municipalités du Québec (FMQ) que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) accueillent avec enthousiasme le fait que le titre de Nathalie Normandeau, qui a été reconduite comme ministre des Affaires municipales, comprend aussi une fonction touchant l'occupation du territoire.

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, pour sa part, tourne complètement le dos au nouveau ministre responsable des Affaires autochtones, Pierre Corbeil, et entend tenir le premier ministre Charest lui-même responsable des relations avec les Premières Nations.

Le chef de l'Assemblée, Ghislain Picard, souligne d'une part que la relation de nation à nation ne peut être déléguée à un ministre junior, mais surtout, note qu'à titre de ministre des Ressources naturelles dans un précédent gouvernement Charest, M. Corbeil a largement démontré son incapacité totale à comprendre et à traiter adéquatement les questions liées aux Premières Nations.

LA PRESSE CANADIENNE